Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Créteil
Samedi 24 janvier 1981

Sommaire

Le président (André Labarrère)..... 1
Véronique Neiertz (Rapport sur la candidature des femmes aux élections)..... 2
Pierre Bérégovoy (Rapport de la Commission des résolutions)..... 2
Ange Pantaloni (Corse)..... 6
Proteau (Guadeloupe)..... 8
Jean-Pierre Bel (Fédération des Français de l'étranger)..... 9
Lionel Jospin..... 11

(Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de André Labarrère.

Le président (André Labarrère)

Mes chers camarades, je rappelle tout d'abord une chose : nous aspirons à gouverner, ayons au moins la discipline, ici, de nous gouverner nous-mêmes !
(Applaudissements)
Voici comment vont se dérouler les travaux de la dernière séance de ce Congrès extraordinaire :
Après quelques annonces très rapides, je donnerai la parole à Véronique Neiertz, ensuite à Pierre Bérégovoy pour la Commission des résolutions. Puis, nous aurons le vote et il y aura quelques interventions spécifiques avant de nous séparer au plus tard à 17 h pour nous rendre à la Porte de Versailles, où les camarades et la population nous attendent pour notre grand meeting à 18 h.
Voici d'abord quelques annonces : je voudrais rendre hommage et remercier les camarades de la municipalité de Créteil, avec Laurent Cathala, Serge Lagauche et Paulette Nevoux. Ces camarades nous ont accueillis avec toute leur amitié, je crois qu'on pourrait les applaudir une fois encore.
(Applaudissements)
Une bonne nouvelle : le représentant de la fédération de la Réunion qui doit nous quitter immédiatement car sa femme vient d'accoucher... (applaudissements)... n'aura pas de problème, je pense, pour le choix du prénom !
Je rappelle également que le 31 janvier et le 1er février se tiendront à Mâcon les Etats généraux du cadre de vie avec notre Secrétaire Lionel Jospin, Annette Chepy, auquel participeront Haroun Tazieff et le candidat des Socialistes : François Mitterrand.
Je donne la parole à Véronique Neiertz.

Contribution Jean-Jaurès

Véronique Neiertz (Rapport sur la candidature des femmes aux élections)

Mes camarades, je suis chargée par la Commission des résolutions de rapporter devant le Congrès sur l'importante et épineuse question de la candidature des femmes aux élections.

Nous avions inscrit à l'ordre du jour du Congrès le vote du texte du Comité directeur du 21 septembre sur les candidatures féminines aux élections nationales. Ce n'était pas exactement la procédure prévue par nos statuts puisque ces dispositions rentrent dans le cadre d'une modification statutaire dont ne peut se saisir qu'un Congrès ordinaire et non pas un Congrès extraordinaire.

Ceci explique peut être qu'un certain nombre de fédérations n'aient pas cru devoir porter à la connaissance de leurs militants ce texte qui fait date dans l'histoire de notre Parti.

Je voudrais donc vous faire part de la proposition du Bureau exécutif et de la Commission des résolutions concernant cette question.

Le Congrès, saisi du texte du Comité directeur sur les candidatures de femmes aux élections constate que toutes les fédérations n'ont pas voté sur ce texte.

Le Congrès, néanmoins prend acte du vote émis par un certain nombre de fédérations en faveur du texte du Comité directeur. Il renvoie le débat au Congrès ordinaire du Parti puisque cette question nécessite une modification statutaire et un vote de tous les militants.

Mais, il déclare la procédure de modification des statuts d'ores et déjà ouverte, afin qu'en cas d'élections législatives en 1981 des dispositions soient prises, par exemple par une Convention ordinaire pour que soient suffisamment nombreuses les candidatures féminines.

Une Commission du Bureau exécutif sera constituée à cet effet.

Voilà mes camarades. Nul doute que vous accueillerez ce texte avec un certain soulagement.

(Applaudissements)

Le président - Nous remercions Véronique Neiertz. La parole est, au nom de la Commission des résolutions à Pierre Bérégovoy.

Pierre Bérégovoy (Rapport de la Commission des résolutions)

Chers camarades, la Commission des résolutions a siégé pendant deux bonnes heures, pour mettre au point le texte définitif du Manifeste que le Parti Socialiste présente aux Françaises et aux Français à l'occasion de l'élection présidentielle. Ce texte a besoin d'une explication.

Le projet Socialiste adopté il y a un an, a fixé les grandes ambitions du Socialisme français pour les dix années à venir. Depuis l'adoption du projet Socialiste, des textes ont été élaborés par le Comité directeur, par le Bureau exécutif et des propositions de loi ont été déposées par le groupe parlementaire Socialiste.

Le projet et tous ces documents constituent les positions du Parti Socialiste sur

les grandes questions internationales et nationales qui préoccupent les Français et notre pays.
Nous avons donc procédé, dans un premier temps, à un inventaire de toutes les dispositions, mesures, propositions que contiennent ces documents. Nous sommes arrivés à une liste importante de 400 propositions, et il nous a fallu en extraire quelques-unes qui nous permettent de montrer ce que nous voulions et en même temps de répondre alors très concrètement aux préoccupations les plus urgentes des Français.
Le manifeste Socialiste comporte donc un discours qui fixe après une critique acérée de la politique suivie depuis sept ans sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan des libertés, qui dit comment la voix de la France a perdu de sa force devant une politique trop complaisante, sur le plan de la politique internationale, le projet - dans sa première partie - définit comme je le disais nos grandes ambitions.
Ensuite, nous avons 110 propositions sur lesquelles nous avons travaillé tout au long de cette Commission des résolutions et il a fallu toute l'autorité de Gaston Defferre pour que nous précisions bien dans chacune d'elles notre pensée. Nous n'avions pas à innover ; les décisions ont été prises. Nous n'avions pas à innover sur les points où nous étions d'accord et nous n'avions pas à innover non plus sur les questions qui peuvent faire problème ou qui ont fait l'objet de débats entre nous et qui seront tranchées dans d'autres enceintes.
Alors, le texte qui vous est soumis est par conséquent le manifeste que les élus, les militants, les cadres du Parti vont développer dans le pays pour soutenir la campagne du candidat des Socialistes, François Mitterrand.
Je précise que les 110 propositions ne se substituent pas au programme du gouvernement, elles esquissent néanmoins ses grandes lignes mais le programme de gouvernement sera à élaborer après la dissolution qui suivra nécessairement l'élection du candidat des Socialistes à la Présidence de la République.
(Applaudissements)
Je me félicite que sur l'ensemble de ce dispositif il ait pu y avoir un accord global, que l'unanimité ait pu se faire au sein de la Commission des résolutions.
Je n'ai pas l'intention, chers camarades, de vous donner les remarques de détail ou de style qui ont pu être apportées sur tel ou tel point. Je veux vous faire connaître - la rédaction définitive vous parviendra sous 48 h les points sur lesquels nous avons amélioré notre texte, afin de mieux répondre aux questions.
En ce qui concerne la paix, une France ouverte sur le monde, au point n° 11, face à la concurrence, aux agressions des multinationales ou des produits du Japon ou des Etats Unis, nous avons adopté le texte suivant :
Défense de l'emploi européen, par le développement de politiques industrielles communes, par la protection des secteurs menacés, par l'invasion de certains produits en provenance du Japon et des Etats Unis, par l'élaboration de règlements communautaires sur l'activité des sociétés multinationales.
Nous avons ainsi le mérite d'être à la fois plus concis et plus précis.
En ce qui concerne l'emploi, quelques modifications de moindre importance ont

été apportées au texte. Je signalerai cependant un point qui a fait l'objet d'une discussion et qui concerne le SMIC. Nous disons que le SMIC sera relevé et que son montant sera fixé, après négociations, avec les organisations syndicales. Il ne nous appartient pas d'en décider maintenant, mais de montrer suivant quel dispositif un gouvernement qui aurait refusé l'arbitraire, qui refusera l'arbitraire, pourra négocier la politique sociale avec les organisations syndicales.
Nous précisons aussi que la nouvelle hiérarchie des salaires inscrite dans les Conventions collectives sera respectée, ce qui signifie que la politique du Parti qui vise à resserrer l'éventail des revenus et naturellement des hauts salaires, sera poursuivie.
En ce qui concerne l'agriculture, un nouveau texte élaboré par notre camarade Garaud a eu l'avantage de mieux dire ce que nous voulons en ce qui concerne la politique agricole commune.
Le gouvernement proposera aux partenaires de la CEE afin de revenir à l'esprit du décret de Traité de Rome, un changement de la politique agricole commune.
Cette politique devra tenir compte de la nécessité de supprimer les inégalités de revenu entre les agriculteurs, les salariés de l'agriculture, et l'ensemble des travailleurs.
Les marchés seront organisés par les Offices, par produits ou groupes de produits, chargés de mettre en œuvre les prix garantis tenant compte des coûts de production dans la limite de 30 tonnes par travailleur.
Cette politique prendra en compte les aspirations des consommateurs.
En ce qui concerne le problème posé par un point très important de notre programme, lorsqu'il s'agit de la liberté des Femmes et des Hommes responsables, nous avons précisé notre conception par quelques ajouts concernant la décentralisation de l'Etat et l'organisation de contre-pouvoir.
Je voudrais rappeler que nous nous sommes prononcé pour le suppression de la fonction d'autorité des Préfets et pour la suppression... (Applaudissements)... de la tutelle de l'Etat sur les décisions des Collectivités Locales.
D'autres modifications ont été ajoutées : elles ne modifient pas le texte, elles les précisent.
Enfin, chers camarades, j'ai encore quelques points néanmoins à évoquer.
Il y a eu à propos de la pêche un texte plus précis proposé par notre ami Le Pensec et qui a recueilli l'accord unanime, mais c'était dans la vocation de Le Pensec et de la Commission d'approuver un texte fort précis sur ce point.
Pour le reste, je ne vois que des dispositions importantes mais qui n'apportent rien de fondamental à l'esprit de ce que nous avions déjà dit.
Chers camarades, je vous ai indiqué que j'avais rapporté au nom d'une Commission des résolutions unanime et je crois que c'est un aspect très important.
Au moment où nous allons engager un combat dont l'issue comptera pour longtemps dans l'avenir du pays et le sort des Français, il était capital que le Parti Socialiste se trouve tout entier rassemblé autour de son Manifeste et autour de François Mitterrand.
Nous devons demander au peuple de notre pays, par l'intermédiaire des élus, des

Collection Jean Jaurès

militants et des responsables qu'il fasse connaître nos propositions.
Nous devons demander au peuple de notre pays qu'il vienne nous aider à faire surgir une ère nouvelle pour la France et les Français : la paix, une France ouverte sur le monde, l'emploi, la croissance sociale par la maîtrise de l'économie, la liberté, des femmes et des hommes responsables, un peuple libre et respecté.
Voilà ce que nous allons proposer aux Français.
On nous dit parfois que la France est inquiète et qu'elle est angoissée. C'est vrai, trop de difficultés assaillent les travailleurs dans leur vie quotidienne, trop de vilaines affaires ont donné du pouvoir une image trouble, trop d'incertitudes pèsent sur notre politique étrangère.
Le Parti Socialiste a l'ambition de faire renaître l'espérance. Tout, oui tout est possible pour peu que nous le voulions.
Camarades, militants, élus et responsables, rassemblons-nous pour la victoire d'avril et mai 1981.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, nous allons maintenant émettre un vote sur le rapport de la Commission des résolutions, rapport adopté à l'unanimité. Notre Congrès doit donc se prononcer.
Je demande à ceux qui sont d'accord pour adopter le rapport de la Commission des résolutions de bien vouloir lever la main ?
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Il n'y en a pas.
Le rapport, donc le manifeste, est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements et acclamations de l'assemblée)
Nous avons le plaisir d'annoncer la présence parmi nous de nombreux observateurs étrangers.
Je voudrais signaler tout particulièrement, en dehors naturellement des représentants d'ambassades, mais c'est leur travail, la présence des représentants des Partis Socialistes suivants :
- du Parti Socialiste britannique (applaudissements)
- du Parti Socialiste allemand (applaudissements)
- du Parti Socialiste hollandais (applaudissements)
- du Parti Socialiste belge (applaudissements)
- du Parti Socialiste du Sénégal (applaudissements)

Et enfin, mes camarades, une mention toute particulière pour trois représentants qui se battent, tout d'abord le représentant du Chili (très vifs applaudissements) c'est-à-dire du camarade Carlos Tiémer (?).
Deuxième mention toute particulière et qui va droit au cœur au béarnais que je suis, le Secrétaire général adjoint Rebenroch (?) du Parti Socialiste catalan

Fondation Jean-Jaurès

(applaudissements).
Et enfin, ce qui donne l'espoir dans une partie du monde, Carlos Carion, membre de la direction du Front sandiniste de Libération (applaudissements prolongés).
Maintenant, mes chers camarades, nous avons quelques interventions spécifiques et je vais donner tout de suite la parole à notre camarade Pantaloni, de la Corse.
Pantaloni, tu as la parole.
Interviendra ensuite, Proteau, de la Guadeloupe.

Ange Pantaloni (Corse)

Camarades, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé en moins d'un an dans les rues d'Ajaccio en criant "Liberté".
Quelle est la signification de ce formidable événement ?
Le septennat de Giscard d'Estaing s'est déroulé dans une période d'approfondissement de la crise du capitalisme, les travailleurs corses comme tous les travailleurs français en ont subi les néfastes conséquences, l'économie corse a été soumise aux mêmes effets de la restructuration capitaliste.
Seulement la politique giscardienne s'est appliquée en Corse à des salariés dont les conditions de travail, de rémunération et de vie sont plus mauvaises qu'ailleurs et sur une économie dépendante, fragile et essentiellement agricole : le taux de chômage y est plus élevé de toutes les régions françaises, malgré le départ annuel de 2 500 jeunes sur le continent.
Le salaire moyen du secteur privé et semi-public, est inférieur de 25% au salaire moyen national. Les Conventions collectives sont ignorées, beaucoup de petits agriculteurs, très nombreux parmi la population active, ont dû quitter leur terre.
La politique giscardienne s'est aussi appliquée en même temps que s'amplifiaient les revendications régionalistes, et l'aspiration à la reconnaissance de l'identité corse.
Dans ces conditions, les diverses mesures antisociales du pouvoir ont vu leur effet s'aggraver et se sont heurtées aux vives réactions des couches pénalisées.
Dans l'espoir de les freiner, le pouvoir giscardien a intensifié la diffusion de son idéologie : aux slogans nationaux sur la fatalité de la crise, se sont ajoutées des formules à usage régional : renouveau économique de la Corse, amélioration du niveau de la vie, solidarité voire sollicitude gouvernementale à l'égard de l'île : dans le même temps il octroyait des mesures gadgets conjoncturelles et sectorielles et intervenait en faveur des couches sociales, moyennes, les plus sensibles à des mesures corporatives, au moment même où leur statut social semblait le plus se dégrader : moratoire, continuité territoriale, statut fiscal particulier.
Cependant, comme cela ne mettait pas fin aux revendications sociales, politiques et culturelles, le pouvoir s'est attaqué avec plus de violence aux libertés individuelles et collectives.
Dans la panoplie des moyens destinés à maintenir l'ordre social, la contrainte se substituait à la tentative de persuasion et de séduction.

Collection Jean Jaurès

Ainsi, le masque du libéralisme tombait pour laisser apparaître le visage de l'autoritarisme, en Corse ou l'exploitation des travailleurs est plus intense, où leur niveau de vie est moins élevé, où leurs droits sont bafoués, où l'aspiration à l'autogestion régionale est plus forte, où la conscience d'une identité collective est plus vivace.
Le pouvoir giscardien s'est montré plus répressif qu'ailleurs : fouilles de véhicules, interpellations et perquisitions à toute heure, gardes à vue de six jours sans l'assistance d'un avocat, sont encore des pratiques courantes grâce à la saisine quasi systématique de la Cour de sûreté de l'Etat.
Mieux même, le pouvoir viole ses propres lois en permettant l'utilisation de Commissions rogatoires générales pourtant condamnées par la Cour de cassation.
Le 14 janvier, 15 000 personnes, en une foule immense, calme et déterminée, sont descendues dans la rue pour dire leur volonté de voir mettre fin à ces pratiques.
Le pouvoir giscardien y a immédiatement répondu par de nombreuses arrestations sans motif, des provocations, des intimidations, et la multiplication des écoutes téléphoniques, qui n'ont pas épargné les bureaux du Conseil Général. La Corse, où s'affrontent et s'organisent d'une manière originale mouvements populaires et pouvoir giscardien, est un terrain d'essai des pratiques fascisantes. Cela doit nous rappeler que pour l'ensemble du pays la perfide loi "sécurité libertés n'est pas le summum de ce qu'il est possible de faire en ce domaine.
La violence du pouvoir de droite est étroitement liée à la dégradation de la situation économique et sociale, donc à quoi faut-il s'attendre si Giscard est réélu, pour le jour où la France compterait 2 millions et demi de chômeurs ?
Quant à nous, Socialistes, nous qui considérons que défendre les travailleurs et défendre les libertés c'est le même combat, nous montrerons durant cette campagne qu'assurer aux travailleurs le droit à l'emploi, à la formation, aux loisirs, à la culture d'une part, et élargir le champ des libertés politiques par la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat, l'abrogation des lois scélérates, par l'instauration du pouvoir régional, par la reconnaissance du droit à la différence et le développement des cultures originales d'autre part, c'est en fait un seul et même projet pour nous, Socialistes.
Il ne saurait y avoir de droit nouveau pour les travailleurs sans donner à ceux-ci exercice et jouissance des libertés, comme il ne saurait y avoir liberté sans que soient donné aux travailleurs le temps et les moyens matériels et culturels de les exercer.
Pour la Corse comme pour l'ensemble de la France, démocratie économique et sociale et démocratie politique devront s'épauler et progresser de concert. C'est ce que nous dirons durant cette campagne, c'est ce que nous ferons après la victoire de François Mitterrand.
(Applaudissements)

Le président - Après notre camarade Pantaloni, je donne la parole au camarade

Collection Jean Jaurès

Proteau, de Guadeloupe.
(Applaudissements)

Proteau (Guadeloupe)

Mes chers camarades, les fédérations d'Outre-mer du Parti Socialiste qui ont apporté leur plus large soutien à la candidature de François Mitterrand ont constaté que d'ores et déjà nous sommes assurés de la contribution de tous les militants, de la mobilisation de toutes les énergies.
Ce combat répond à l'attente de tous les travailleurs, des hommes du tiers monde, et des ouvriers de la décolonisation que nous sommes.
L'apparition de la violence vient de révéler l'ampleur et la gravité des problèmes dans les TOM, problèmes que nos gouvernants actuels ont été incapables de prendre en compte et de résoudre. La victoire du Parti Socialiste doit apporter une juste solution et une solution humaine à ces problèmes, en donnant la possibilité aux populations d'Outre-mer d'être responsables.
Dans un contexte de crise politique, économique et sociale exacerbée par l'existence d'une situation coloniale, les TOM en général, et la Guadeloupe en particulier, traversent une période difficile et incertaine. C'est dire tout l'intérêt qu'il y a pour nous d'avoir l'immense avantage d'exprimer devant vous à la fois nos inquiétudes et nos espérances. Nos inquiétudes trouvent leur source dans les difficultés rencontrées par nos compatriotes atteints par la campagne développée actuellement contre les immigrés. Grande aussi est notre inquiétude devant l'instauration d'un climat de violence et de répression dans les départements d'Outre-mer.
Nos populations s'organisent autour de deux pôles, un pôle insulaire et un pôle continental.
La population insulaire composée en grande majorité d'hommes issus d'un passé douloureux, a toujours vécu dans un état d'équilibre relatif, dans le cadre d'une communauté multiraciale.
Le racisme est étranger aux traditions de notre peuple. Contrairement aux apparences, et contrairement à la propagande de Giscard et de Dijoud, les Antilles demeurent un pays où sévit le sous-développement. Ainsi, le chômage frappe plus du quart de la population active en Guadeloupe, l'économie est moribonde par le jeu du centralisme, du colbertisme et des monopoles.
Ajoutons à cela une entreprise de désinformation et d'acculturation par le moyen des services publics audiovisuels détournés de leur vraie mission à côté desquels sévit une presse écrite au service de l'idéologie giscardienne et des multiples tracasseries réservées à la presse locale, la vraie presse locale, d'où une situation de désespérance génératrice de colère, d'où une situation explosive qui fait le lit de la violence et de toutes sortes de provocations.
Les Socialistes considèrent que la violence n'est pas plus une solution qu'elle n'est une fatalité, il importe de la replacer dans son contexte actuel. La politique actuelle du pouvoir est entièrement responsable de cette situation au moment où la milice privée s'organise au grand jour et dans l'impunité totale, et à la veille d'une consultation électorale on est en droit de se demander à qui profite la

Fondation Jean Jaurès

violence.
Les dernières législatives organisées sous le signe de la peur, de la démagogie et du chantage aux avantages sociaux, ont abouti à l'élection de trois députés de la majorité. Ce sont les plus chauds supporters de Dijoud lorsqu'il déclare : pendant 20 ans encore la jeunesse guadeloupéenne doit se résoudre à émigrer.
Juridiquement la venue des antillais en métropole est une migration ; en réalité pour des raisons ethniques et culturelles, c'est une vraie émigration. Vous le savez, l'émigration est à la fois la rupture et le déchirement, c'est une situation douloureuse car non voulue. Nos compatriotes ne sont pas en France par le fait du hasard ou par leur seule volonté. Le pouvoir organise par le biais du bureau d'émigration des originaires d'Outre-mer par des incitations diverses, l'émigration des originaires des DOM, comme seul palliatif au naufrage orchestré de l'économie des Iles sans aucunement se soucier de leur intégration dans la population française, alors il sont considérés bien souvent, il faut le dire, comme des indigènes.
Plus que jamais, devient urgent la lutte des antillais pour la reconnaissance de leur identité spécifique et leur droit à faire reconnaître la légitimité de leurs aspirations à gérer leurs affaires.
Ce combat va de pair avec celui pour la reconnaissance du droit des immigrés qui contribue, par le travail, à la formation de la richesse nationale. Il appartient au Parti Socialiste de prendre en compte cette lutte de survie et de traduire nos espérances.
Cette volonté du Parti s'est déjà exprimée dans les dispositions du projet Socialiste relatif au département d'Outre-mer. Notre droit à la responsabilité y est clairement affirmé. Dans les délégations ; les prises de position des responsables du Parti, et récemment encore les interventions de Jean Le Garrec et Laurent Cathala relative aux problèmes des immigrés le montrent.
Je passe maintenant la parole au dernier orateur inscrit, c'est-à-dire à Jean-Pierre Bel pour les Français de l'étranger.

Jean-Pierre Bel (Fédération des Français de l'étranger)

Mes camarades, un des atouts de notre pays, c'est la présence dans le monde de 1 300 000 français, qui sont à la fois les artisans du rayonnement culturel de la France et les représentants de nos intérêts économiques.
Il est évident que le sort des français à l'étranger est étroitement lié aux choix qui sont faits en matière de politique étrangère. Il est aussi évident que notre présence dans le monde régresse malheureusement, tout le monde s'accorde à le constater.
En ce qui concerne les problèmes spécifiques des français à l'étranger, quel est le bilan, pour eux, après 7 années de giscardisme ?
Des promesses non tenues, concernant les droits politiques, on assiste à une caricature de représentation, vous avez tous connus le racket électoral de mars 1978, et le mépris de la part des dirigeants de ce pays, en ce qui concerne la protection sociale, encore bien insuffisante, en ce qui concerne l'enseignement qui coûte cher aux parents là où il existe.

Notre Parti, dans les semaines à venir, publiera un ensemble de propositions sérieuses et cohérentes concernant les Français à l'étranger.
Il nous appartient, à nous Socialistes, de prendre en compte cette aspiration de très nombreux français à l'étranger à plus de justice sociale, plus de démocratie pour eux aussi.
Cette volonté s'exprime également dans le programme du candidat Socialiste, François Mitterrand. Nous savons, nous peuple d'Outre-mer, qu'avec Giscard, c'est le bâton, l'intimidation et la provocation, avec François Mitterrand, ce sera la concertation et le dialogue.
(Applaudissements.)
Bien sûr, la victoire électorale du candidat Socialiste n'assurera pas à elle seule le changement de notre situation mais elle offrira des solutions et en créera les conditions.
Quant à nous, nous sommes parties prenantes de cette lutte pour l'édification patiente d'une société de démocratie, de liberté, de responsabilité, d'une société de l'effort, d'une société de justice où nos revendications à gérer nos affaires seront entendues.
Camarades, dans cette perspective et pour répondre à l'attente des travailleurs et de tous les oubliés de la décolonisation, consacrons toutes nos forces dans l'unité au triomphe du Parti Socialiste et de son candidat François Mitterrand.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Camarades, nous ne pouvons qu'applaudir vigoureusement ce discours absolument remarquable qu'a prononcé notre camarade Proteau, car, ici, dans notre pays, nous ne ressentons pas toujours combien est important le combat des minorités et le combat pour l'identité.
Merci Proteau.
(Applaudissements.)
Il importe que notre Parti, qui ne dispose pas de si nombreux relais que la Droite dans ce secteur, se mobilise pleinement. Il faut que chaque responsable national, chaque parlementaire en déplacement à l'étranger profite de cette occasion pour rencontrer les Français qui y vivent, en s'informant auparavant à la délégation des français à l'étranger qui pourra leur donner les éléments pour prendre des contacts utiles sur place. C'est la condition de notre succès, camarades, dans ce milieu spécifique.
Contrairement à une idée couramment répandue, l'électorat français à l'étranger n'est pas acquis collectivement et à priori aux partis de droite.
A nous, mes camarades, de faire en sorte que cette campagne électorale, qui s'ouvre aujourd'hui, permette à François Mitterrand, et à notre parti, d'être porteur de l'espérance de ces français qui veulent aussi être des français à part entière.
(Applaudissements.)
Mes camarades, je vais passer maintenant, avant de clore le Congrès, la parole à notre Premier secrétaire Lionel Jospin.

Fondation Jean Jaurès

Lionel Jospin

Chers camarades, en réalité, il y a peu à dire maintenant, s'il y a beaucoup à faire.

Ce Congrès s'achève avant de renaître ce soir sous une forme plus libre, plus vivante, plus joyeuse encore, dans la grande fête populaire et dans le meeting que nous tenons Porte de Versailles.

Ce Congrès extraordinaire d'aujourd'hui a été marqué, me semble-t-il par une atmosphère de joie, de plaisir, d'enthousiasme.

Je n'ai pu être avec vous à l'heure du déjeuner car j'ai été aux côtés de Gaston Defferre qui présidait la Commission des résolutions et nous avons travaillé sur le manifeste, pour lequel Pierre Bérégovoy a rapporté, mais on m'a dit que là aussi, c'était le plaisir d'être ensemble qui dominait.

Il faut remercier nos hôtes, Laurent Cathala, maire de cette ville, Colette Nevoux, Premier secrétaire de la fédération du Val de Marne, tous les camarades de cette fédération qui se sont dépensés sans compter, qui se sont épuisés pour organiser tout ceci, et tous ceux qui sont ici nous ont aidé à passer des heures agréables. (Applaudissements)

Il faut surtout retenir que du Parti est monté, s'est exprimée grâce à l'effort de tous, une volonté de rassemblement, d'unité et d'action dans un courant que nous avons tous senti dans les heures précédentes.

Dans un peu plus d'une heure, nous allons nous retrouver au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, et retrouver des milliers d'hommes et de femmes, camarades montés en train, en car, du sud, du Midi ou du Centre vers Paris, et puis aussi du nord, bien sûr. Le nord dans ce Parti, chers camarades, est au centre des choses. (Applaudissements)

Je connais le nombre des cars pour en avoir discuté avec le Premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, comme j'en ai discuté aussi avec Guy Allouche ce même dimanche, quand j'étais avec eux à Courrières pour faire un stage de formation de tous les responsables du Pas-de-Calais et aussi du nord qui étaient venus pour préparer les élections présidentielles. Je sais non seulement ce qui est préparé, mais le nombre précis des cars qui sont venus de ces fédérations vers nous. Donc de ce point de vue nos comptes sont exacts.

Des milliers d'autres nous rejoindront ce soir pour écouter François Mitterrand, le candidat du Parti Socialiste et de l'espérance, pour se réjouir avec nous tous, écouter les artistes, et puis ensuite danser. Pour la première fois notre Parti va essayer de rassembler plus de 10 000 personnes dans un meeting public, dans un rassemblement public, avec ses seules forces, et nous verrons là aussi si nous sommes capables de le faire. Je le crois.

C'est le premier temps de notre campagne. Vous voyez que les choses arrivent en temps et en heure. Après la décision vient le temps des certitudes. Nous avons le candidat, tous autour de lui ce soir, tous autour de lui dans la campagne qui vient, tous autour de lui pour, c'est possible, vaincre !

Le président - Mes camarades, deux annonces rapides. Je rappelle une dernière fois que les fiches de réduction doivent être tamponnées à la sortie, et je rappelle

Fondation Jean Jaurès

également que des cars sont à la disposition de la presse ainsi que des militants.
Je vous rappelle enfin qu'à 18 heures, Porte de Versailles, nous avons notre grande fête du Parti.
Je déclare le Congrès Extraordinaire du Parti Socialiste clos, et à bientôt à la victoire !
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès